



La déclat qu'on ne lira pas - CSAm Js - 16 octobre 2025 : sortie de piste ministérielle et budgétaire, avec un torchon en toile de Fond

La nomination de la nouvelle ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative apparaît comme une énième provocation au secteur "Jeunesse et Sports" ainsi qu'au secteur associatif qui s'est fortement mobilisé le 11 octobre dans le cadre d'une mobilisation « Ça ne tient plus ! ».

La ministre Ferrari, spécialiste des Armées et du numérique, tient visiblement plus sa place du fait d'arrangements entre partis politiques, que pour une appétence particulière pour un secteur si important dans une société en crise. Nous avons tout pour être sceptiques.

Par ailleurs, sa nomination se fait en parallèle de la présentation du Budget 2026 où les moyens alloués à la Jeunesse, aux Sports et à la Vie Associative sont en baisse de 17 % ! 17 % ! Si on regarde dans le détail, c'est 26% de baisse pour la partie Jeunesse et Vie Associative et près de 6,5% pour la partie dédiée aux Sports ! Face au "moine-soldat" Lecornu, la ministre Ferrari a intérêt de prendre son bâton de pèlerine pour défendre notre secteur, c'est le minimum attendu d'une ministre !

Surtout, alors que les services sont déjà à l'os avec des coupes budgétaires inédites depuis le mois de septembre 2025 comme par exemple : diminution du ménage dans les services, disparition de ligne budgétaire pour la formation continue et les déplacements professionnels ou les fournitures professionnelles, non-prise en charge de café d'accueil dans le cadre d'animation de réseau, limitation de la température des radiateurs...etc. Nous nous demandons bien comment nous allons pouvoir travailler en 2026 ! On parle quand même d'un des 7 pays les plus riches au monde.

La baisse du budget Jeunesse et Sports impacte aussi la société dans son ensemble en affaiblissant encore plus nos partenaires associatifs en difficultés économiques. Quelques chiffres pour illustrer cela :

- En 2024, les travailleur-euses des associations ont été concerné.e.s par 1170 procédures collectives, dont 489 liquidations.
- En 2025, les budgets des collectivités territoriales, qui bénéficient en partie aux associations, ont été amputés de 2,2 milliards d'euros.
- Pour 2026, le plan Lecornu prévoit d'augmenter la saignée en retirant plusieurs milliards aux budgets des associations.

Ces chiffres sont alarmants et ne sont que le reflet d'une crise majeure de la démocratie et de la répartition des richesses dans laquelle les services publics sont saccagés et sacrifiés, tout comme celles et ceux qui en ont le plus besoin. Il faut ainsi s'attendre à de nouvelles révoltes populaires dans les prochaines semaines ou mois, car si le

mouvement du 10 septembre "Bloquons tout" semble en sommeil, les revendications de démocraties et de justices sociales sont très loin d'avoir été réglées et entendues.

Notre service public est très largement concerné par ces questions, d'autant plus lorsqu'il s'agit de la vie associative et de la liberté démocratique. En effet, il est extrêmement grave que [nos services instrumentalisent et ostracisent des associations à la demande d'un pouvoir aux abois](#) qui n'a cessé de vouloir contrôler les actions de notre tissu associatif et partenarial. Ces dérives autoritaires et discriminantes doivent cesser, tout comme il faut en terminer avec les outils de surveillance et de censure tel que le Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Même la lumière n'éclaire plus

Évidemment, notre syndicat se félicite de l'abandon définitif de l'immonde Service National Universel (SNU), enfin ! Il était temps ! Même si celui-ci est abandonné uniquement pour des raisons budgétaires. Surtout, cette éclaircie que représente la disparition du SNU pour le secteur est assombrie par la disparition de la totalité des crédits associés à ce poison de l'endoctrinement ! Là encore, l'opportunité qu'aurait pu être de conserver les crédits pour alimenter des projets d'avenir au soutien de la Jeunesse et accompagner le secteur associatif financièrement ne sera pas réalisée. Cela est une faute morale régie par l'austérité gouvernementale. D'autant que cela s'accompagne du licenciement de collègues positionné.es sur la mission en plein été et d'un manque cruel d'accompagnement des équipes précédemment en charge du dispositif. Jusqu'au bout le SNU(L) aura été un désastre dont l'administration JS aura été largement responsable.

un torchon pour le musée des horreurs

Nous disposons comme les autres organisations syndicales du rapport de l'inspection générale de janvier 2025 et de ses pistes, pour lesquelles nous avons été auditionné.es en intersyndicale il y a un an. Nous sommes stupéfait.es que des fonctionnaires, qui plus est de l'Inspection Générale (IG), aient eu l'autorisation d'écrire et de diffuser de telles "réflexions" (si on peut nommer cela comme ça). A sa lecture, nous comprenons mieux pourquoi ce rapport n'a pas été rendu public tant c'est un torchon, et une insulte pour tous les agent.es jeunesse et sports qui ne font pas d'encadrement, c'est à dire l'écrasante majorité des effectifs de JS, y compris tous et toutes les collègues administratives. Il s'agit ni plus ni moins d'une volonté d'extinction de nos compétences et identités/métiers à JS ; même le cabinet Ernst & Young n'avait pas osé écrire tant d'horreurs en 2023 lors de son [enquête fort critiquable](#)

Évidemment nous allons diffuser ce rapport au plus grand nombre car ces pratiques de l'administration et de l'inspection générale sont inadmissibles. Cela pourra donner des idées de décorations pour transformer les services en musée des horreurs à l'approche d'Halloween, merci les IG.

Monologue social et reds flags de l'administration

Enfin nous constatons toujours des problèmes majeurs de concertation au sein de nos instances et de nos services. L'absence de notre nouvelle ministre ici même, malgré sa récente nomination, ou encore une fois du cabinet qui l'accompagne, en est l'illustration. Autre exemple, le projet de déménagement forcé de 2400 collègues jeunesse et sports de plusieurs services dont le Ministère et la DRAJES IDF en open space et flex office n'a toujours pas été abandonné, contrairement à la demande des organisations syndicales et des agent.es.

Nous signalons également que les exemples de manquement aux conditions de travail notamment dans les établissements du sports pleuvent et se heurtent à l'absence d'une administration pourtant censée protéger l'ensemble de ses agent.es. Cette semaine encore une alerte intersyndicale a été envoyée avec la CFDT, la CGT et Solidaires.

L'administration attend-elle l'explosion des risques psycho-sociaux pour agir ? Les signaux sont dans le

rouge complet aujourd'hui, ça craque de partout. Les personnel.les JS ne sont pas des rats de laboratoire, et précisons que même les rats finissent par se libérer !

Ainsi nous boycottons ce CSA. L'administration étant habituée à passer en force lorsque les votes de ce CSA ne lui conviennent pas, que nous soyons présent-es ou non ne changera rien à la décision qui doit être prise ce jour. Notre mandat porte d'ailleurs sur la création de CSA locaux JS, pas de CSA locaux EN qui participent à la noyade des métiers et des ambitions des services JEPS.

Pour conclure : chargez !

En conclusion, il faut des changements urgents et radicaux dans cette administration, car il est temps de cesser d'écrabouiller notre service public, ses usagers et usagères et ses personnel.les.

Il est temps de reconstruire un service public jeunesse, sports et vie associative ambitieux, solidaire et émancipateur pour toutes et tous, avec des moyens à la hausse partout sur les territoires hexagonaux et d'Outre-mer.

Bref tout l'inverse des mesures du gouvernement actuel : **il est grand temps de contre-attaquer !**



Des questions, remarques ou idées de génie ?

Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com / 06 86 63 17 91